



Marchés publics de service – Prestation intellectuelle

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

(C.C.P.)

N°2024010CC0A470

Personne Publique

Institut de Recherche pour le Développement

Direction des Finances – Service des Achats, de la Performance et de l'Innovation

Immeuble Le Sextant
44 Boulevard de Dunkerque -CS 90009
13572 MARSEILLE cedex 02

Téléphone : 04 91 99 92 67

Courriel : df.sapi@ird.fr

Objet de la consultation :

Prestation d'audits qualité (ISO 9001) de certification pour les structures de recherche de l'IRD

Procédure de passation :

En application des dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique, le marché est passé selon une procédure adaptée.

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ.....	3
1.1. CONTEXTE.....	3
1.2. DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	4
1.3. MODALITES DE REALISATION DE LA PRESTATION.....	6
ARTICLE 2 : PROCEDURE APPLICABLE	11
ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	11
ARTICLE 4 : DECOMPOSITION EN LOTS	11
ARTICLE 5 : TRANCHES	12
ARTICLE 6 : VARIANTES - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES.....	12
ARTICLE 7 : DUREE DU MARCHÉ.....	12
ARTICLE 8 : PRIX	12
ARTICLE 9 : VARIATION DANS LES PRIX.....	12
ARTICLE 10 : CLAUSE DE MARCHÉ A PRESTATION SIMILAIRE.....	13
ARTICLE 11 : RACHAT OU CESSION D’ACTIVITES.....	13
ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE	14
ARTICLE 13: MODALITES DE PAIEMENT	15
13.1. PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DES FACTURES.....	15
13.2. DELAIS DE PAIEMENT	15
13.3. INTERET MORATOIRE	15
13.4. AVANCE	16
ARTICLE 14 : MODALITES D’EXECUTION ET DE LIVRAISON DU MARCHÉ.....	16
14.1. DELAIS DE REALISATION.....	16
14.2. DESIGNATION D’UN REFERENT	16
14.3. REUNION DE LANCEMENT DE LA PRESTATION	17
14.4. DECISION DE POURSUIVRE – ORDRE DE SERVICE	17
14.5. FONCTION DE CONSEIL.....	17
14.6. SECRET PROFESSIONNEL, CONFIDENTIALITE, UTILISATION DES RESULTATS	18
14.7. RESTITUTION DES LIVRABLES	18
14.8. OPERATIONS DE VERIFICATION.....	19
ARTICLE 15: PENALITES.....	19
ARTICLE 16 : POUVOIR HIERARCHIQUE ET DISCIPLINAIRE	19
ARTICLE 17 : CESSION DES DROITS D’EXPLOITATION SUR LES RESULTATS – OPTION B DU CCAG-PI.....	20
ARTICLE 18 : ASSURANCES	20
ARTICLE 19 : DISPOSITIF DE VIGILANCE	20
ARTICLE 20 : LITIGE	21
ARTICLE 21 : RESILIATION	21
ARTICLE 22 : DEROGATIONS.....	21

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet de confier à un prestataire accrédité par le comité français d'accréditation (COFRAC), la réalisation des audits de certification qualité et des audits de surveillance associés selon la version en vigueur de la norme ISO 9001 auprès de structures de recherche ou de service de l'IRD implantées sur le territoire français et/ou à l'étranger.

1.1. Contexte

Présentation de l'IRD

Organisme pluridisciplinaire reconnu internationalement, travaillant principalement en partenariat avec les pays méditerranéens et intertropicaux, l'Institut de recherche pour le développement est un établissement public français placé sous la double tutelle des ministères de l'enseignement supérieur et de la recherche et des affaires étrangères et du développement international. Il porte, par son réseau et sa présence dans une cinquantaine de pays, une démarche originale de recherche, d'expertise, de formation et de partage des savoirs au bénéfice des territoires et pays qui font de la science et de l'innovation un des premiers leviers de leur développement.

L'organisation et le fonctionnement de l'établissement sont régis par le décret n°84-430 du 5 juin 1984.

En 2024, l'IRD comprend :

- 1 siège à Marseille et quatre délégations régionales en France métropolitaine
- 80 unités de recherche
- 2050 agents (850 chercheurs et 1200 ingénieurs et techniciens)
- 27 % des agents affectés hors métropole
- 233 M€ de budget annuel

La recherche de l'IRD s'appuie sur des structures partenariales de recherche, principalement sur 80 unités pouvant revêtir différentes formes : unité mixte de recherche (UMR), unité mixte de service (UMS), unité mixte internationale (UMI), unité de recherche (UR), unité de service (US).

Une unité de recherche/ de service est un regroupement temporaire de personnels qui relèvent de l'Institut, et d'un ou plusieurs autres établissements pour les unités mixtes, pour mener à bien un projet scientifique déterminé, soumis à évaluation. Ce projet s'inscrit dans la mission de recherche pour le développement confié à l'Institut et doit contribuer à ses activités de transfert notamment dans les domaines de la valorisation de la recherche et du soutien et de la formation des communautés scientifiques du Sud.

Les unités sont, en principe, créées pour une durée de cinq ans. Elles sont créées, renouvelées, modifiées ou supprimées par décision du président de l'Institut prise, le cas

échéant, conjointement avec l'autorité compétente du ou des organismes partenaires. Les unités disposent d'une implantation principale et, éventuellement, d'implantations secondaires justifiées par la nature du projet scientifique global.

Chaque unité est rattachée à un département scientifique de l'IRD, dans le cadre de ses fonctions d'animation et de coordination. Il lui apporte son concours pour faciliter la mise en œuvre de son projet scientifique ou technique et le développement de ses liens avec ses partenaires relevant d'autres institutions.

Objectifs de la prestation

La démarche qualité de l'IRD a démarré en 2001 sur la base du volontariat. Les démarches qualité ont été déployées en utilisant la norme ISO 9001 pour aboutir à la certification de certaines structures intéressées.

Actuellement, les structures de recherche de l'IRD en démarche qualité au sein de l'IRD poursuivent les objectifs suivants :

- Optimiser les moyens par rapport aux missions et aux objectifs assignés et améliorer l'organisation du travail,
- Renforcer la confiance dans les résultats fournis et les prestations proposées, vis-à-vis des utilisateurs, des financeurs et plus généralement, des bénéficiaires.
- Assurer la traçabilité des résultats de recherches au sein de l'institut

L'objectif de la prestation est de réaliser les audits de certification et les audits de surveillance associés, selon la version en vigueur de la norme ISO 9001 pour sept structures de recherche ou de service.

1.2. Description des prestations

Sept structures font l'objet du présent marché.

Il est à noter que :

- Chaque structure dispose de son propre système de management de la qualité (SMQ), et que les structures n'ayant pas d'activité strictement identique, la certification multi sites par échantillonnage au sens du guide IAF 62 conformément aux règles d'accréditation n'est pas applicable sur l'ensemble des structures.
- Six des sept structures ont déjà vu leurs activités certifiées selon ISO 9001 : 2015 sur tout ou partie de leurs activités.

Sur les sept structures, il est attendu :

- 6 certifications
- 1 certification multi-sites par échantillonnage : US191 IMAGO

Présentation des sept structures et des périmètres de certification associés :

N°	Structure	Ville	Pays	Effectif sur périmètre de certification	Nombre de sites	Activités
1	Plateau de bioinformatique i-trop UMR Diade, IPME, Mivegec, transVIHMI, BOREA	Montpellier	France	7	1	Mise à disposition de moyens de calcul Transfert de compétences
2	EMR 279 MINES (Maladies Infectieuses, Négligées et Emergentes au Sud)	Dakar	Sénégal	14	1	- Mise en place et suivi des protocoles, - Réception des échantillons ; - Traitement des échantillons par P.C.R, - Stockage des données
3	UMR MIVEGEC Maladies Infectieuses et Vecteurs : Ecologie, Génétique, Evolution et Contrôle	Montpellier	France	12	1	Recherches scientifiques sur la bioécologie, la génétique et la résistance aux insecticides des vecteurs, et sur les stratégies de lutte
4	UMR MERIT Mère et enfant face aux infections tropicales	Paris	France	30	1	Appui aux projets de recherche : - montage de projet (administration, finances, réglementation, gestion des données) - Protocoles (culture parasitaire) Formation à et par la recherche
5	UMR MIO – équipe MEB Institut Méditerranéen d'Océanologie	Marseille	France	34	1	- Culture, Isolement, caractérisation, conservation et mise à disposition de microorganismes aérobies et anaérobies. - Mise à disposition de moyens techniques et de compétences pour la formation qualifiante et la mise en œuvre de programmes de recherche en microbiologie et en biologie moléculaire. - Plateforme OMICS de Biologie moléculaire et Bio-informatique. Prestations, formations et utilisation.

<u>Certification multi-sites :</u>						
6	US191 IMAGO Instrumentation, Moyens Analytiques, Observatoires en Géosciences et Océanographie	Brest /Le Havre	France	9	2	Pilotage de l'unité Prestations de services pour l'organisation des campagnes océanographiques. Gestion technique d'observatoires. Activités du Laboratoire des Moyens Analytiques (LAMA). Réalisation d'analyses chimiques pour les secteurs public et privé. Mise à disposition de moyens techniques et d'encadrants

		Nouméa	France, Nouvelle-Calédonie	11	1	Activités du Laboratoire des Moyens Analytiques (LAMA). Réalisation d'analyses chimiques pour les secteurs public et privé. Prestations de services pour l'organisation des campagnes océanographiques. Gestion technique d'observatoires. Mise à disposition de moyens techniques et d'encadrants
		Dakar	Sénégal	7	1	Activités du Laboratoire des Moyens Analytiques (LAMA). Réalisation d'analyses chimiques pour les secteurs public et privé. Mise à disposition de moyens techniques et d'encadrants

<u>Certifications initiales</u>						
N°	Structure	Ville	Pays	Effectif sur périmètre de certification	Nombre de sites	Activités
7	UMR AMAP botanique et Modélisation de l'Architecture des Plantes et des végétations	Cayenne	France	4	1	Herbarier IRD de Guyane : Gestion des échantillons : réception, identification, conservation Mise à disposition des échantillons pour consultation sur place

1.3. Modalités de réalisation de la prestation

Il sera demandé au titulaire de réaliser la prestation selon deux types de modalités possibles :

- Type 1 (cas des structures n°1 à n°6)
 - Réaliser un audit de renouvellement de certification ISO 9001 avant la date d'expiration du certificat
 - Réaliser les deux audits de surveillance (année N+1 et année N+2)
- Type 2 (cas de la structure n°7)
 - Réaliser un audit initial de certification ISO 9001;
 - Réaliser les deux audits de surveillance (année N+1 et année N+2) si obtention de la certification.

L'engagement des audits ne pourra avoir lieu que dans la limite de la période de validité du présent marché.

La période optimale visée pour la tenue des audits pour chaque structure sera définie avec la direction et le responsable qualité de la structure en question.

La programmation des audits de certification se fera en lien avec la Mission Qualité, Santé, Sécurité et Environnement (MQSSE) de l'IRD qui gère ce marché. Le prestataire s'assurera de l'accord d'émission d'engagements successifs préalable à toute demande d'audit (de certification ou de surveillance) ou de prestations supplémentaires. L'IRD validera pour chaque structure la proposition de l'auditeur (ou l'équipe d'audit) faite par le prestataire, conformément à ses engagements décrits dans le Mémoire Technique.

L'IRD accorde une importance toute particulière au développement durable. Le titulaire du marché respecte les dispositions de son mémoire technique, et notamment les actions qu'il s'engage à mettre en place dans le cadre de la réalisation de ces prestations en particulier en termes de gestion de déplacement.

Il est requis que les audits ayant lieu sur des sites hors France métropolitaine soient :

- Réalisés par une représentation locale du titulaire en priorité,
- Regroupés à minima, sur une même période

L'objectif est de réduire les déplacements et leurs coûts ainsi que les frais de vie sur place liés à leurs réalisations. Un seul déplacement annuel par pays ou collectivité/territoire outre-mer doit être envisagé pour réaliser les audits (excepté les audits supplémentaires qui pourraient s'avérer nécessaires). Cette disposition peut faire l'objet d'une dérogation à la demande ou sous réserve de l'accord de l'IRD.

Lorsqu'une situation difficile se présente (pandémie, contrainte géographique, ...) ou une opportunité liée à la sobriété, on peut faire recours à des audits à distance. Dans ce cas, les tarifs établis dans ce marché seront appliqués sauf les frais de déplacement.

1.3.1. Les objectifs des audits

L'audit de certification (initial ou renouvellement) doit permettre de s'assurer que le SMQ de chaque structure réponde aux exigences normatives de l'ISO 9001.

Il doit également permettre de s'assurer que le SMQ est conforme, mis en œuvre et entretenu efficacement.

Les audits annuels de surveillance (année N+1 et N+2) permettent de s'assurer que le SMQ de chaque structure demeure conforme au référentiel d'audit précité afin de maintenir le certificat.

1.3.2. Les modalités des audits

La méthode d'audit sera conforme aux exigences usuelles applicables aux audits de certification et comprendra un audit documentaire et un audit sur site.

Les critères d'audits sont ceux utilisés comme références pour évaluer la conformité du système et comprennent : les exigences normatives ISO 9001, les exigences légales et réglementaires applicables les exigences des parties intéressées validées et les exigences internes.

La durée de l'audit sur site est celle proposée par le titulaire dans son offre éventuellement ajustée par la MQSSE dans le cadre de la mise au point des programmes d'audit. Le dimensionnement des audits doit permettre de « couvrir » les divers aspects liés à l'organisation et aux activités.

La prestation comprend également en amont de chaque audit, les démarches préparatoires en lien avec le responsable du SMQ. Celles-ci conduisent à définir les conditions pratiques de réalisation de l'audit et à mettre au point le plan d'audit.

La prestation comprend également la rédaction du rapport d'audit et la délivrance du certificat si, effectivement, le SMQ est évalué et jugé conforme aux exigences normatives.

1.3.3. Décisions possibles à l'issue des audits

Au vu du rapport d'audit et des conclusions, l'instance délibérante de l'organisme certificateur pourra émettre les décisions explicitées ci-après.

A l'issue de l'audit de certification, l'organisme certificateur peut procéder :

- A la décision de délivrer le certificat,
- A la décision de délivrer le certificat sous certaines conditions (audits complémentaires, suivi particulier...),
- Au refus de délivrance du certificat.

A l'issue des audits de surveillance :

- Décision de maintien de la certification,
- Décision de maintien de la certification sous certaines conditions (audits complémentaires, suivi particulier...),
- Décision de retrait du certificat.

Les libellés pour les certificats figurent à titre indicatif dans le tableau ci-dessous et pourront faire l'objet de modification à la demande des structures, sous réserve de l'accord de la MQSSE

N°	Structure de recherche	Libellé du certificat
1	Plateau bioinformatique IRD	Plateau bioinformatique IRD i-trop UMR Diade, IPME, Mivegec, TransVIHMI, BOREA IRD 911 Avenue Agropolis 34394 Montpellier Mise à disposition de moyens de calcul dédiés à la bioinformatique
2	EMR 279 MINES (Maladies Infectieuses, négligées et Emergentes au Sud)	EMR 279 MINES (Maladies Infectieuses, négligées et Emergentes au Sud) Campus international Ucad-IRD de Hann, Sénégal Techniques d'analyses par PCR du laboratoire de Dakar
3	UMR MIVEGEC	IRD – UMR MIVEGEC 911 Avenue Agropolis 34394 Montpellier Elevage et contrôle des souches insectarium - Tests insecticides - Transfert des connaissances - Equipe de Stratégie de Lutte Anti Vectorielle (SLAV) de l'UMR MIVEGEC
4	UMR MERIT	UMR MERIT - Mère et enfant face aux infections tropicales 4 Avenue de l'Observatoire 75006 Paris Appui aux projets de recherche et formation à et par la recherche
5	UMR MIO	UMR MIO - Institut Méditerranéen d'Océanologie Bât. Méditerranée, Campus de Luminy-Océanomed, 13009 Marseille Culture, Isolement, caractérisation, conservation et mise à dispositions de microorganismes aérobie et anaérobies. Mise à disposition de moyens techniques et de compétences pour la formation qualifiante et la mise en oeuvre de programmes de recherche en microbiologie et en biologie moléculaire. Plateforme OMICS de Biologie moléculaire et Bioinformatique. Prestations et formations.
6	US191 IMAGO	IRD US IMAGO Liste des sites/activités certifiés Pilotage de l'Unité Appui aux recherches menées au Sud par l'IRD et ses partenaires dans les domaines terrestres et maritimes en instrumentation et analyses physico-chimiques. Mise à disposition de moyens techniques et d'encadrants.
7	UMR AMAP Herbier de Guyane	IRD – Herbier IRD de Guyane Gestion et mise à disposition sur place des échantillons

1.3.4. Les livrables

Le titulaire est tenu pour chaque audit de :

- Fournir un projet de plan d'audit
- Fournir un rapport d'audit documentaire
- Rédiger et envoyer le rapport d'audit. Celui-ci devra mettre en avant les points forts, les non conformités, les points sensibles et les pistes de progrès.
- Pour l'audit de certification, remettre le certificat et préciser les modalités de communication avec conseils et conditions d'utilisation ou décision afférente.
- Pour les audits de surveillance, informer sur les décisions afférentes (résolution des non conformités, pistes de progrès...)

Les délais particuliers requis pour établir ces documents devront être précisés dans le mémoire technique du candidat.

L'ensemble des livrables doivent être transmis pour chaque structure au directeur et au responsable qualité, et doivent être diffusés pour information à la MQSSE.

1.3.5 Les délais des livrables

Le titulaire respecte les délais maximums suivants (en jours ouvrés) qu'il a renseigné dans son mémoire technique, dans le respect des exigences de la norme ISO 9001 :

- Remise du projet de plan d'audit (à compter de la définition conjointe de la date d'audit) avec un délai de prévenance minimal à respecter avant le début d'audit
- Remise du rapport d'audit documentaire (à compter de la définition conjointe de la date d'audit)
- Remise du rapport d'audit (à compter du dernier jour d'audit)
- Correction des points soulevés par l'IRD (à compter de l'envoi par tout moyen permettant d'en justifier la réception)
- Fourniture du certificat (à compter de la validation finale de l'IRD par tout moyen permettant d'en justifier la réception)

1.3.6 Remplacement des intervenants

En cas de changement d'un des auditeurs dont le profil est mentionné dans son offre, le prestataire s'engage à présenter un nouvel auditeur (ou une nouvelle équipe d'audit) dont les compétences et expériences devront correspondre aux exigences décrites dans le mémoire technique dans un délai de 7 jours maximum à compter de l'indisponibilité.

Dans le cas où l'auditeur proposé ne correspondrait pas aux engagements décrits dans le mémoire technique (CV présentés), l'IRD refusera de valider la réalisation de l'audit et le prestataire aura 7 jours pour faire une nouvelle proposition d'intervenant dont les compétences et expériences devront correspondre aux exigences décrites dans le mémoire technique (le titulaire doit avertir l'IRD, par LRAR et lui présenter le profil du nouvel intervenant).

Le personnel remplaçant doit disposer d'un niveau de connaissance des prestations objet du marché identique ou supérieur au personnel remplacé. Le remplaçant proposé doit être expressément accepté par la MQSSE.

Dans le cas où l'auditeur proposé ne correspondrait toujours pas aux engagements décrits dans le mémoire technique et qu'ainsi la MQSSE refuserait pour la seconde fois de valider

la réalisation de l'audit, l'IRD se réserve le droit de résilier le marché pour l'ensemble des prestations prévues et de faire appel à un autre prestataire.

Lorsqu'un auditeur est désigné pour auditer le SMQ d'une structure, le prestataire s'engage à le remplacer au bout de deux audits successifs pour avoir un regard nouveau dans le SMQ.

ARTICLE 2 : PROCEDURE APPLICABLE

Le présent marché public est un accord cadre à bons de commande mono attributaire de services passé selon une procédure adaptée conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4 du CCAG PI, les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante :

- Acte d'engagement (A.E), complété, daté et signé par le représentant qualifié de l'entreprise qui sera signataire du marché et ses annexes :
 - Annexe 1 : Bordereau des Prix Unitaires
 - Annexe 2 : DC 4 (ou déclaration de sous-traitance, le cas échéant)
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.),
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles du 30 mars 2021,
- Le Mémoire Technique du candidat.

En cas de contradiction, d'incohérence ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Le CCAG applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles est réputé connu du titulaire quoique n'étant pas joint au dossier de consultation des entreprises.

Le Titulaire devra se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur régissant l'objet du Marché.

Sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires, les textes applicables sont ceux en vigueur au 1^{er} jour du mois qui précède la date limite de réception des offres.

ARTICLE 4 : DECOMPOSITION EN LOTS

Le marché n'est pas alloti.

L'allotissement risque de rendre techniquement plus difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations. En effet, la dévolution en lots séparés obligerait l'IRD à déployer des moyens coûteux de coordination entre plusieurs prestataires.

ARTICLE 5 : TRANCHES

Le marché ne comporte pas de tranches.

ARTICLE 6 : VARIANTES

Les variantes à l'initiative du candidat et de l'acheteur ne sont pas autorisées.

ARTICLE 7 : DUREE DU MARCHE

Le marché prendra effet à compter de sa notification pour une durée de 3 ans ferme renouvelable 1 fois pour une période d'un an par reconduction expresse.

A titre indicatif, la date de notification des audits est prévue fin mars 2025.

ARTICLE 8 : PRIX

Le marché est traité à prix unitaire.

En application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique, le montant maximum du marché est de 143 000 € HT.

Les prix du marché sont indiqués dans le Bordereau des Prix Unitaires (annexe n°1 à l'Acte d'Engagement). Les coûts de certification sont indiqués par audit et pour chaque unité.

En aucun cas, le titulaire ne pourra se prévaloir, en cours d'exécution du marché, du caractère incomplet de la décomposition du prix unitaire des audits ou d'une prestation supplémentaire imprévue pour demander une augmentation du prix. Celui-ci est en effet ferme et définitif sur toute la durée du marché.

Les prix du marché sont établis hors T.V.A. Ils sont majorés de la T.V.A. au taux en vigueur à la date de livraison des prestations.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que les frais de transport, d'emballage, de conditionnement, de manutention, de livraison, d'assurance et tous les frais afférents à l'opération et plus globalement, l'ensemble des frais résultant des obligations pesant sur le titulaire, y compris la cession des droits de propriété intellectuelle. Les prix comprennent la fourniture de la main d'œuvre et de l'ensemble du matériel nécessaires à la bonne exécution des prestations.

Le marché est conclu et exécuté en EURO (€). Le suivi et la facturation des prestations se feront dans l'unité EURO retenue pour le marché.

ARTICLE 9 : VARIATION DANS LES PRIX

Les prix du marché sont fermes sur toute la durée du marché.

Ils sont actualisables selon les modalités fixées ci-dessous, si la notification du marché intervient plus de quatre-vingt-dix jours après la date limite de remise des offres.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques et des taxes en vigueur au mois de la remise des offres fixé dans le Règlement de consultation ; ce mois est appelé mois « zéro » Mo.

L'actualisation est effectuée à la demande du titulaire, par application au prix du marché de la formule suivante :

$$P = \frac{P_o (I-3 \text{ mois})}{I_o}$$

P = prix actualisé du marché

P_o = prix initial du marché hors T.V.A.

I_o = index de référence publié à la date du mois « Mo »

I-3 mois = index de référence antérieur de trois mois à l'index du mois de notification.

L'indice retenu est : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – **A21 NZ** – Activités de services administratifs et de soutien »

ARTICLE 10 : PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

L'IRD se réserve la possibilité de conclure avec le titulaire un marché à prestations similaires, sur le fondement des dispositions l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, relatif à la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables.

Par exemple, l'IRD peut commander la certification initiale ou de renouvellement de nouvelles unités de recherche non déterminées dans le périmètre du présent CCP.

ARTICLE 11 : RACHAT OU CESSION D'ACTIVITES

Les droits et obligations nés du présent marché sont personnels aux deux parties. Ils ne pourront être transférés à des tiers que d'un commun accord. Les modifications affectant la personne titulaire du marché donneront lieu à la passation d'un acte modificatif du marché.

Le cessionnaire devra remplir les conditions fixées par l'IRD pour la participation à la procédure de passation du marché initial et les termes du marché public resteront inchangés.

L'IRD n'est pas tenu d'accepter la cession.

A défaut d'un tel accord, toute cession ou transfert sera considéré comme nul et sera inopposable à l'IRD et le marché pourra être résilié pour faute.

En cas de rachat ou de cessation d'activité, le prestataire a l'obligation d'en informer la personne publique par lettre recommandée avec avis de réception postal ; à ce titre obligation lui est faite d'indiquer le nouveau prestataire et d'en communiquer le nom et les références professionnelles.

Le prestataire remplaçant devra au préalable être accepté par l'IRD avant tout commencement d'exécution des prestations, à défaut le marché pourra être résilié en application des dispositions du présent cahier des clauses particulières.

Le prestataire devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin que la bonne exécution des prestations ne se trouve pas compromise.

ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est autorisée. Les opérations relatives à la sous-traitance devront s'effectuer conformément aux strictes dispositions des articles L2193-1 et suivants du Code de la commande publique et de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

En cas de sous-traitance directe :

Le titulaire doit faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

En cours d'exécution, le titulaire présente le formulaire DC4 ainsi que les pièces suivantes :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Une présentation de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du sous-traitant. Il s'agit des références demandées au titulaire pour l'appréciation des mêmes capacités ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d'accéder aux marchés publics ;
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

En cas de déclaration lors de la remise de l'offre, il présente le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées. En cours d'exécution, le titulaire produit également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation de main levée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

En cas de sous-traitance indirecte :

Les sous-traitants doivent faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation des sous-traitants

directs et doivent fournir une caution bancaire. Une convention de délégation de paiement peut être demandée sous réserve de la décision souveraine de l'IRD.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir que sous réserve, d'une part de cette acceptation et de cet agrément, et d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et de protection de la santé des travailleurs lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

ARTICLE 13: MODALITES DE PAIEMENT

13.1. Paiement et établissement des factures

Les paiements s'effectueront suivant les règles de la comptabilité publique.

Le mode de règlement choisi par l'administration est le virement administratif.

Les factures seront envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : **<https://chorus-pro.gouv.fr>**.

Les éléments suivants sont nécessaires :

- Le numéro du marché ;
- Le numéro d'engagement juridique correspondant au bon de commande;
- La référence du bon de commande
- Le code service exécutant
- Le numéro de SIRET de l'IRD
- Le numéro et date de la facture ;
- La référence aux livrables réceptionnés
- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Les références du compte bancaire ou postal, rigoureusement identiques à ceux indiqués dans l'acte d'engagement ;
- Le numéro de SIRET du titulaire ;
- Le montant total HT et TTC des prestations effectuées, ainsi que le taux de TVA appliqué.
- Le numéro de T.V.A. intracommunautaire du titulaire

13.2. Délais de paiement

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, l'IRD procédera au paiement des sommes dues par virement administratif avec un délai maximum de 30 jours. Ce délai commencera à courir à compter de la réception par l'IRD de l'ensemble des pièces justificatives exigées par le présent marché.

13.3. Intérêt moratoire

En application du chapitre II du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le défaut de

règlement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points + 40€ d'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement.

13.4. Avance

L'avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance est déterminé par application de l'article R2191-3 du Code de la commande publique. Cette avance est égale à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Le taux de l'avance fixé au paragraphe précédent est porté à 20 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R 2151-3 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues à l'article R2191-11 du Code de la commande publique.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% (respectivement 60% pour une petite et moyenne entreprise) du montant TTC du marché dans le cas où l'avance est au taux de 5% (respectivement 20% pour une petite et moyenne entreprise). Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché.

ARTICLE 14 : MODALITES D'EXECUTION ET DE LIVRAISON DU MARCHE

14.1. Délais de réalisation

Les durées d'audit initial respecteront les règles de durée définies par l'ISO 17021.

14.2. Désignation d'un référent

Le titulaire devra dès la notification du marché désigner une personne physique responsable pour la représenter vis-à-vis du Représentant de l'IRD à la MQSSE pour tout ce qui concerne l'exécution du marché.

Pendant la période d'exécution, tout changement d'intervenant devra être soumis à l'accord préalable et obligatoire de l'IRD. L'IRD se réserve la possibilité de refuser des intervenants de remplacement dont les compétences seraient insuffisantes par rapport aux profils d'origine servant de référence

14.3. Réunion de lancement de la prestation

Dans un délai d'environ 5 jours à compter de la notification du marché, une réunion de lancement sera programmée entre le titulaire et l'IRD et les intervenants afin d'informer plus précisément le titulaire sur le contenu et les modalités d'exécution de la prestation. Cette réunion de lancement aura pour objet de permettre au Titulaire de présenter ses intervenants et son mode d'organisation et à l'IRD de préciser le contexte de l'intervention, d'exposer ses méthodes d'organisation (alignées sur les objectifs de la prestation) et de remettre au Titulaire l'ensemble des éléments nécessaires à la bonne exécution du Marché.

14.4. Décision de poursuivre – ordre de service

Par dérogation à l'article 3 du CCAG PI, toute décision de poursuivre, tout ordre de service, ou toute décision et/ou information, pourra être transmis au titulaire par courriel avec accusé de réception.

14.5. Fonction de conseil

Le titulaire exécute les prestations qui lui sont confiées de manière professionnelle et avec tout le soin requis et en particulier se conforme aux règles de l'art applicables pour le type de prestations effectuées.

Le titulaire s'engage à apporter à la personne publique toute l'information nécessaire à l'efficacité des prestations objet du présent marché public.

En particulier, le titulaire prévient sans délai la personne publique contre l'utilisation de tout document, matériel, logiciel et plus généralement contre l'utilisation de toute solution technique qu'il juge techniquement ou économiquement inadaptés.

Le titulaire du marché s'engage à ne pas fournir à l'IRD des solutions qui feraient l'objet de droit de propriété intellectuelle.

Le titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de la prestation et à accomplir sa mission conformément aux usages de la profession et dans le respect des dispositions législatives et réglementaires.

Le titulaire s'engage à informer la personne publique sur l'évolution réglementaire des dispositions qui se rapportent au présent marché.

14.6. Secret professionnel, confidentialité, utilisation des résultats

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs et prestataires de services, au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents relatifs recueillis au cours de sa mission.

Ces renseignements ou documents ne peuvent sans l'autorisation écrite de l'IRD être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité.

Le titulaire du marché ne pourra faire aucun usage commercial des résultats des prestations sans l'accord préalable de l'IRD. Le titulaire ne pourra communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux qu'avec l'accord de l'IRD.

Le titulaire cède à l'IRD, pour le monde entier et pour tout le temps que dure la propriété littéraire et artistique, les droits de reproduction et de représentation, y compris les droits de distribution, de diffusion, d'adaptation et de traduction sur les documents réalisés dans le cadre de l'exécution du présent marché et relevant du droit d'auteur.

S'il n'est pas titulaire de ces droits, le titulaire met en œuvre leur cession à son bénéfice.

L'exploitation de ces droits s'effectue sur tout support et de toutes les manières jugées utiles par l'IRD pour mener à bien sa mission.

L'IRD pourra utiliser librement les résultats, même partiels, des prestations dans le monde entier.

L'IRD pourra communiquer à des tiers les résultats des prestations intellectuelles, notamment les dossiers d'études, rapports d'essais, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du présent marché. L'IRD mentionnera le nom du groupement.

Conformément à l'article L122-7 du Code de la propriété intellectuelle, Le prix de la cession est inclus dans le marché.

Le titulaire garantit l'IRD contre tout recours. Cette clause survit au terme du marché.

14.7. Restitution des livrables

Les consultations, écritures et tout autre document produit par le titulaire seront établis en langue française et transmis sur support informatique (notamment sous format Word et Excel ou compatible) et papier.

14.8. Opérations de vérification

Les opérations de vérification des prestations seront effectuées dans les conditions prévues à l'article 26 du CCAG PI. Suite aux vérifications, les décisions de réception, d'ajournement ou de rejet seront prises dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG PI.

ARTICLE 15: PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI :

- En cas de retard dans la remise des livrables, une pénalité forfaitaire de 500 € HT par jour de retard pourra être appliquée ;
- Lorsqu'il est constaté plus de 3 jours d'indisponibilité des interlocuteurs/intervenants, une pénalité de 100 € HT par jour ouvré d'indisponibilité pourra être appliquée ;
- Lorsqu'il est constaté plus de 3 jours de retard par rapport au délai à respecter pour présenter un remplaçant indiqué dans le CCP, le titulaire encourt une pénalité de 500 € HT par jour ouvré de retard ;
- En cas de non respect d'une autre disposition contractuelle telle que figurant dans le CCP ou dans le mémoire technique du titulaire, une pénalité forfaitaire de 150 € HT pourra être appliquée. Cette pénalité s'applique alors par constat après mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à 1000 euros.

Ces pénalités ne trouveront pas à s'appliquer dans l'hypothèse où le non-respect du délai serait dû à la force majeure ou au fait de l'IRD.

ARTICLE 16 : POUVOIR HIERARCHIQUE ET DISCIPLINAIRE

L'ensemble du personnel du titulaire affecté en tout ou partie aux prestations du présent marché reste en toute circonstance sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du titulaire.

Le titulaire est seul responsable des moyens humains, logistiques et matériels qu'il doit mettre en œuvre pour garantir la bonne exécution des prestations qui lui sont confiées.

A ce titre, le titulaire s'engage à ce que l'ensemble des membres de son personnel affecté aux prestations possède la compétence, l'expérience et les qualités de probité et de confiance nécessaires à leur bonne exécution.

Le titulaire devra remplacer son personnel en cas d'indisponibilité de celui-ci à niveau de compétence égale, sauf cas de force majeure ou situation assimilée.

ARTICLE 17 : CESSION DES DROITS D'EXPLOITATION SUR LES RESULTATS – OPTION B DU CCAG-PI

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs en matière de propriété intellectuelle est l'option B telle définie au CCAG-PI.

L'IRD est réputé cessionnaire à titre exclusif, et pour la durée de protection légale des droits d'auteurs, pour le monde entier, des droits patrimoniaux afférents aux prestations intellectuelles, études, plans, de manière générale tout document livré en exécution des prestations objet du marché.

Les droits ainsi cédés sont des droits de reproductions, représentation, adaptation, traduction et utilisation secondaire sur tous supports, notamment papier ou électronique. Le titulaire ne pourra communiquer partiellement ou en totalité le contenu des rapports et documents, ni les communiquer à des tiers sans l'accord préalable écrit de l'IRD. La cession des droits de propriété intellectuelle porte sur tous les modes d'exploitation quel qu'en soit le procédé.

L'IRD s'engage, en cas de publication ou de communication, à mentionner le nom du titulaire.

L'IRD demeure propriétaire de tous les éléments communiqués au titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché.

ARTICLE 18 : ASSURANCES

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG PI, l'attributaire devra justifier au stade de l'attribution du marché qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment, durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'IRD et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande. Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

En aucun cas, l'IRD ne pourra être appelé en responsabilité des accidents survenus, tant aux personnes qu'aux biens, du fait de la réalisation des prestations du présent marché.

ARTICLE 19 : DISPOSITIF DE VIGILANCE

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du Code du travail ainsi que, en application de l'article D8254-4 du Code du travail, la liste des travailleurs étrangers.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées obligatoirement par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'Institut de Recherche pour le Développement à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/fr/>

Les modalités pratiques d'utilisation de la plateforme seront communiquées au titulaire à la notification du marché

A défaut, le marché sera résilié dans les conditions prévues à l'article 21 du présent CCP.

ARTICLE 20 : LITIGE

En cas de litige soulevé par l'exécution des clauses du présent marché, les parties conviennent de se concerter en vue de rechercher une solution à l'amiable.

A défaut d'accord des parties dans les quinze jours suivant l'envoi par l'une des parties (par lettre recommandée avec demande d'avis de réception) d'une demande en vue d'un règlement à l'amiable du litige, ledit litige sera porté exclusivement devant le :

Tribunal administratif de Marseille

22-24 rue Breteuil - 13281 Marseille Cedex 06

Téléphone : 04 91 13 48 13

Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr

En aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'IRD et le titulaire ne pourront être invoquées par ce même titulaire comme une cause d'arrêt ou de suspension momentanée des prestations à effectuer.

Tout arrêt dans l'exécution des prestations par le titulaire obligerait l'IRD à recourir à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 21 : RESILIATION

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues aux 36 à 42 du CCAG de Prestations Intellectuelles.

ARTICLE 22 : DEROGATIONS

Article 3 du CCP	Article 4 du CCAG PI.
Article 14.4 du CCP	Article 3 du CCAG PI.
Article 15 du CCP	Article 14 du CCAG PI.
Article 18 du CCP	Article 9.2 du CCAG PI.